



Paris, le 16 novembre 2015

Monsieur le Directeur général,

Les événements tragiques de ces derniers jours posent la question générale de la sécurité dans l'espace public.

Dans ce contexte inédit à bien des égards, les services publics occupent une place centrale et particulièrement sensible pour la République. Les services de la Direction Générale des Finances Publiques sont en conséquence directement concernés : ils sont quotidiennement au contact du public et exercent des missions essentielles pour notre société.

Les organisations syndicales représentées au comité technique de réseau de la DGFIP sont tout particulièrement attachées à ce que la sécurité des usagers et des agents soient pleinement garantie, dans une période où l'instauration de l'état d'urgence et le plan Vigipirate auront des conséquences concrètes au quotidien (dans ce cadre, une attention particulière mérite d'être portée aux agents « gardiens concierge et veilleurs de nuit »).

Viscéralement attachées au service public, nos organisations syndicales demandent une clarification rapide des conditions de mise en œuvre des mesures de sécurité. Elles devront préserver l'exercice des missions et garantir que ni les agents ni les usagers ne soient mis en danger. Les organisations syndicales signataires vous rappellent que les moyens de la DGFIP, notamment à l'accueil, sont déjà, notoirement insuffisants et qu'aucune nouvelle disposition ne pourrait avoir pour conséquence une dégradation supplémentaire des conditions de travail.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de notre considération distinguée.

*Pour Solidaires Finances Publiques*

*Vincent DREZET  
Secrétaire Général*

*Pour la C.G.T. Finances Publiques*

*Olivier VADEBOUT  
Secrétaire Général*

*Pour Force Ouvrière Finances publiques*

*Hélène FAUVEL  
Secrétaire Générale*

*Pour la C.F.D.T. Finances Publiques*

*Gabriel GREZE  
Secrétaire Général*